

LE GOUVERNEMENT ORGANISE LA PÉNURIE MOBILISONS-NOUS POUR ROMPRE AVEC LE PRODUCTIVISME !

En réponse à la baisse de production du nucléaire et celle du gaz russe, la première ministre, E. Borne, sort la solution miracle, les économies d'énergie et veut mettre tout le monde à contribution, Etat, collectivités, entreprises et citoyen·es.

La première ministre dit préférer les économies choisies plutôt que les coupures subies. Or, les personnes en situation de précarité énergétique sont déjà dans l'économie subie. Pour autant leur situation n'a jamais ému le gouvernement ! Et ce ne sont pas les chèques énergie qui suffiront. Ce sont les mêmes qui subissent aussi un logement passoire thermique et des difficultés pour payer leur transport ou leur alimentation. Les plus riches dépensent sans compter et ne se soucient pas de leur surconsommation d'énergie ni de leurs effets sur le réchauffement climatique, l'affaire des jets privés est un exemple flagrant...

Pour les entreprises, elle prévoit un marché d'échange de droit à consommer. En clair, les entreprises qui consomment le plus pourront continuer à le faire !

En refusant de questionner le dogme de la croissance, E. Borne lance la planification écologique axée sur le plein emploi et de la croissance avant tout. De plus, la relance du nucléaire est l'une des priorités pour sortir des énergies fossiles en occultant ses risques majeurs, la radioactivité et la production de déchets ingérable.

Pour les salarié·es, c'est la poursuite de la baisse des droits sociaux (droit du travail, assurance chômage, réforme des retraites...), et pour les entreprises, le gouvernement se contente d'incitation sans contrainte. Il s'agit de préserver le modèle productiviste qui génère toujours plus d'inégalités et qui est responsable de la rupture de l'équilibre écologique de la planète.

Avec les feux de forêts et les pénuries d'eau de cet été, la forêt et l'eau seront les deux sujets prioritaires d'un premier cycle de discussion et de négociation selon les termes de la première ministre.

Pour Solidaires, il est essentiel avant tout, de rompre avec les suppressions d'emploi à l'Office National des Forêts. Les effectifs ont baissé de 30 % en 20 ans (11 000 salarié·es en 2002, près de 7 800 cette année) et le contrat Etat/ONF (2021-2025) prévoit à nouveau 500 suppressions de postes.

L'objectif du gouvernement est de diminuer les prélèvements d'eau. Ils représentaient 32,8 milliards de m³ en 2018 selon une étude de l'Office Français de la Biodiversité. Il s'agit de l'eau consommée et celle restituée après utilisation. Le nucléaire en prélève la moitié (16 milliards) pour le refroidissement des centrales, l'alimentation des canaux 16,8% et les 30 % restants pour la production d'eau potable, agricole et industrielle (données 2018 OFB).

Pour l'Union syndicale Solidaires, une planification écologique sans changement de société, c'est de la poudre aux yeux.

Pour des transformations en profondeur, il est nécessaire de s'attaquer à l'origine des bouleversements écologiques et des inégalités sociales et cela le gouvernement comme le Medef n'en veulent pas.

C'est notre capacité à se mobiliser qui amènera à la bifurcation possible vers une société sociale, écologique, dégagée de toutes discriminations.